Guinée-Bissau

Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel, stabilisée à environ 5,3 % en 2018, légèrement en dessous des 5,9 % de 2017, est soutenue par une agriculture (6,3 %) et une industrie de la pêche (8,3 %) solides. L'économie dépend fortement de l'agriculture, notamment le riz et les noix de cajou, qui comptent pour 45,3 % du PIB, près de 85 % de l'emploi, et plus de 90 % des exportations. Concernant la demande, la croissance est tirée par les exportations et la consommation des ménages.

Grâce à une politique budgétaire restrictive et des recettes améliorées, le déficit budgétaire reste modéré, à –2,5 % en 2018. La restructuration de la dette l'a fait diminuer à 49,2 % en 2017 contre 55,1 % en 2014. La Guinée-Bissau connaît un risque de surendettement modéré.

L'inflation atteint 2,0 % en 2018 contre 1,4 % en 2017, entraînée par une demande intérieure élevée et des prix en hausse du riz et d'autres produits alimentaires de base.

Le déficit de la balance s'est aggravé en 2018, atteignant –3,2 % contre –0,6 % en 2017, malgré de fortes augmentations du volume des exportations de noix de cajou (90 % des exportations) et des prix internationaux. Les importations sont dominées par les machines et les matériaux de construction (19 %), les carburants et les produits raffinés (18 %), les services (16 %), et les produits alimentaires et agricoles (12 %). En 2018, les réserves officielles s'établissaient à 3,3 milliards USD (soit 4,6 mois d'importations).

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

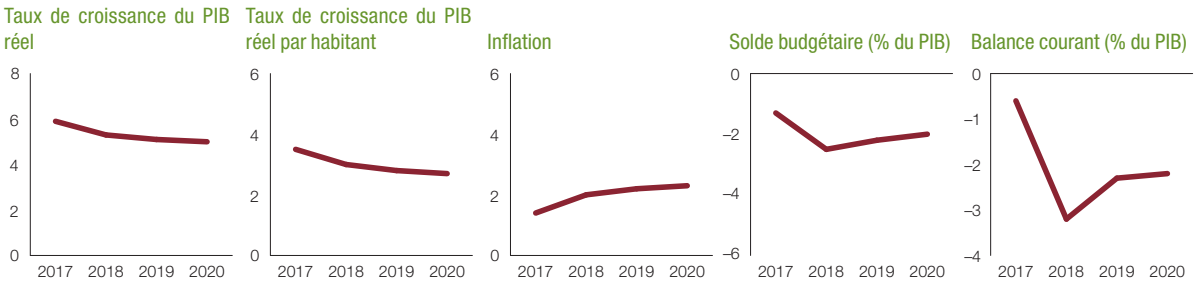
Le PIB réel devrait croître de 5,1 % en 2019 et de 5,0 % en 2020, grâce aux cours favorables de la noix de cajou, malgré des récoltes plus faibles, et grâce à un investissement public élevé dans les secteurs de l'énergie, de la construction et de l'alimentation en eau. Au total, l'inflation devrait être de 2,2 % en 2019 et de 2,3 % en 2020, inférieure au critère de convergence de 3 % fixé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

En 2018, le déficit de la balance courante est d'environ –3,2 % du PIB et devrait diminuer à –2,3 % en 2019 grâce à l'accroissement de l'investissement et d'une hausse de la facture des importations de pétrole.

Les perspectives économiques sont très incertaines en raison de l'instabilité politique et de fortes variations de prix des noix de cajou, principale source de revenus de plus des deux tiers des ménages. En outre, on note des risques d'instabilité bancaire, l'augmentation imprévue des prix du pétrole et la forte dépendance à une agriculture tributaire des précipitations, menacée par de mauvaises conditions météorologiques.

La forte concentration de la dette sur le marché intérieur (39,7 % du PIB) peut constituer une menace pour le secteur bancaire. Une gestion améliorée des finances publiques est donc essentielle pour éviter l'effet d'éviction de l'investissement privé. Le gouvernement rationalise la dépense publique par le biais du programme Défi zéro (Défi dépense non réglementée zéro, Défi nouvel arriéré zéro, et Défi crédit zéro des banques commerciales à la banque centrale).

Remédier au manque d'infrastructures est essentiel au maintien d'une croissance forte et inclusive. En effet, seuls 10 % des routes sont goudronnées, et le taux d'accès à l'électricité est d'environ 14,7 %. L'état des services de santé et d'éducation est lamentable, en raison de l'instabilité politique et de la mauvaise gouvernance. En 2016, le pays est au 178e rang sur 188 à l'Indice du développement humain. La pauvreté affecte plus de 70 % de la population. En 2010, l'inégalité des revenus s'établit à 50,7, selon l'indice Gini. Les femmes ont un accès limité au crédit et à la formation professionnelle. Gérer les fragilités et résoudre l'instabilité politique et institutionnelle permettront de poser des fondements solides au développement.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.